

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

ABONNEMENTS			BIMENSUEL PARAISANT le 1 ^{er} et 3 ^e MERCREDI de CHAQUE MOIS	ANNONCES ET AVIS DIVERS
	UN AN	SIX MOIS	POUR LES ABONNEMENTS ET LES ANNONCES S'adresser au Directeur du J.O. Ministère de la Justice et de la Législation de la R.I.M. à Nouakchott	La ligne (hauteur 8 points) 100 francs Chaque annonce répétée moitié prix (Il n'est jamais compté moins de 250 francs pour les annonces)
Ordinaire	1.350 »	700 »	Les annonces doivent être remises au plus tard 8 jours avant la parution du journal et elles sont payables à l'avance	Les abonnements et les annonces sont payables d'avance
Par avion ex-A.O.F.	2.000 »	1.200 »	Toute demande de changement d'adresse devra être accompagnée de la somme de 10 francs	Compte Chèque Postal n° 391 Nouakchott.
— Communauté	3.000 »	1.700 »		
— Etranger	(nous consulter)			
Annonce : la ligne		100 »		
Le numéro		50 »		
Par la Poste, majoration de ..		40 »		

- 7 avril 1962 Loi n° 62.092 rétablissant la Cour Crimi-
nelle spéciale
- 7 avril 1962 Loi n° 62.093 autorisant le Président de la
République à prendre par ordonnance
les mesures nécessaires à la sécurité de
l'Etat et au maintien de l'ordre public.

Lois et ordonnances :

Loi n° 62.092 rétablissant la Cour Criminelle Spéciale.

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la
teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Est rétablie pour une durée de six
mois à compter de la date de la présente loi la Cour Criminelle
spéciale créée et organisée par la loi n° 61.048 du 15 mars 1961.

ART. 2. — La présente loi sera exécutée comme loi de
l'Etat.

Fait à Nouakchott, le 7 avril 1962.

Le Président de la République
Moktar Ould DADDAH.

Loi n° 62.093 autorisant le Président de la République à prendre
par ordonnance les mesures nécessaires à la sécurité de
l'Etat et au maintien de l'ordre public.

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la
teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — En application de l'article 36 de la
Constitution, le Président de la République est autorisé jusqu'à
l'ouverture de la deuxième session ordinaire à prendre dans
tout ou partie de la République Islamique de Mauritanie, par
ordonnance, toutes mesures relatives à :

- la réglementation ou interdiction de la circulation des
personnes et des véhicules ;
- la réglementation du séjour des personnes dans certain-
es zones ;
- la fermeture des salles de spectacles, débits de boissons
et lieux de réunion de toute nature ;
- l'interdiction des réunions de nature à provoquer ou à
entretenir le désordre ;
- l'interdiction de séjour dans certaines circonscriptions
ou localités à toute personne cherchant à entraver de
quelque manière que ce soit l'action des pouvoirs
publics ;
- l'assignation à résidence dans une circonscription ou
localité déterminée de toute personne dont l'activité
s'avère dangereuse pour la sécurité et l'ordre public.
L'autorité administrative devra prendre toutes dispo-
sitions pour assurer la subsistance de la personne
astreinte à résidence ainsi que celle de sa famille ;
- la remise des armes à feu de toutes catégories et de
toutes munitions et leur dépôt entre les mains des
autorités. Toutes dispositions seront prises pour que
les armes légalement détenues soient rendues dès la

seulem

n des pouvoirs spéciaux à leur propriétaire dans état où elles étaient lors de leur dépôt ;

possibilité pour les chefs de circonscription d'ordonner des perquisitions à domicile de jour et de nuit ;

ablissement d'une censure des correspondances, du contrôle de la presse et des publications de toute nature ainsi que celui des émissions radiophoniques, des projections cinématographiques et des représentations théâtrales ;

autorisation de la réquisition des personnes et des biens en vue de pourvoir aux besoins résultant des circonstances ;

— l'institution provisoire entre les collectivités d'une zone de sécurité dont l'accès pourra être interdit à tous les ressortissants de ces collectivités.

ART. 2. — Les projets de loi de ratification des ordonnances devront être déposés devant l'Assemblée Nationale au plus tard le jour d'ouverture de la deuxième session ordinaire.

ART. 3. — La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Nouakchott, le 7 avril 1962.

Le Président de la République
Moktar Ould DADDAH.